

Nous ne voulons plus ni saisonniers ni contingents

L'invitée

Cesla Amarelle

Conseillère nationale
socialiste



Comme au début des années 1970 avec les initiatives Schwarzenbach, notre politique économique et migratoire est aujourd'hui mise sous forte tension. L'initiative de l'UDC «Contre l'immigration de masse» qui sera soumise au peuple le 9 février vise l'introduction de contingents globaux, soit un système fondé pour l'essentiel sur des permis saisonniers, ce qui signifierait le retour en masse de travailleurs sans droits véritables.

Ce système impliquerait une très lourde planification étatique du nombre de permis, et un arbitrage sauvage entre les demandes concurrentes des différents secteurs de l'économie, du droit d'asile et de toutes les catégories de personnes qui s'inscrivent dans la mobilité. Quand il était encore en vigueur, le Conseil fédéral a tenté maintes fois de l'améliorer. Sans succès.

S'ils ont échoué en Suisse, les contingents ne réussissent pas mieux ailleurs. Aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande, les parlementaires votent tous les ans un contingent pour les nouveaux migrants admis à séjourner, sans empêcher la présence de centaines de milliers de sans-papiers. Aux Etats-Unis, les sans-papiers ont pris une telle ampleur (11 millions!) que le contingent est devenu le symbole même d'une tentative stérile de bricolage étatique qui prétend arrêter un processus irréversible lié au marché du travail globalisé, et qui heurte les droits humains.

Contrairement à ce qu'affirme l'UDC, la migration n'est jamais un phénomène à part. Dans un monde où

tout circule - les experts, les services, les informations, les cerveaux, les capitaux, etc. -, la migration des hommes ne peut être freinée, mais doit être mieux gérée. Tous les grands espaces économiques en dehors de l'Europe cherchent à remplacer des instruments étatiques de régulation inefficaces par des politiques de libre circulation. Bien qu'il soit perfectible, l'espace de libre circulation créé par l'Union européenne est le plus abouti du monde.

Si notre économie en profite et fait venir efficacement les salariés étrangers spécifiques dont elle a besoin, il est également indispensable d'insuffler une nouvelle politique répondant aux besoins actuels de la population. En première ligne, il faut prévenir et combattre la sous-enchère salariale

«S'ils ont échoué en Suisse, les contingents ne réussissent pas mieux ailleurs»

touchant les classes moyennes, en particulier celle qui s'opère actuellement via les frontaliers dans le secteur tertiaire. Le renforcement des mesures d'accompagnement, telles que l'intensification des contrôles dans les zones frontalières et le salaire minimum, est la réponse à ce défi.

La libre circulation, complétée par une consolidation des mesures d'accompagnement, est un gage de prospérité et de vitalité pour le pays. Prétendre que la migration est la source de nos problèmes est faux, alors que notre politique vise justement à faire correspondre les besoins de l'économie avec les droits et les compétences des salariés étrangers qui arrivent en Suisse. Sans parler de l'apport humain et culturel inestimable des personnes venues d'ailleurs.